

Attention, la guerre froide se réchauffe !

Article rédigé par , le 12 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

On en oublierait presque Daech.

Russie contre Occident : qui cherche l'autre ? Plus précisément, lesquels cherchent l'autre, ou inversement ? Finalement, qui menace qui ?

Depuis les événements en Ukraine et l'annexion de la Crimée, la Russie était redevenue coupable face aux pays occidentaux qui lui ont appliqué des sanctions économiques. Son engagement soudain et brutal en Syrie mit les alliés occidentaux dans une expectative impatiente et soupçonneuse. Accusée de soutenir le régime de Bachar el-Assad puis, maintenant, de bombarder sans retenue ni humanité des civils et des hôpitaux à Alep, elle s'est de nouveau hissée au rang d'ennemi no 1 de l'Occident.

Ce furent les Américains qui le dirent clairement avec leur chef d'état-major interarmées, le général Joseph Dunford, déclarant déjà, en juillet dernier, avant-même le harcèlement de cette ville, « *que la Russie était la plus grande menace à la sécurité américaine* ». Quand ils pensent à leur sécurité, nos « *amis et alliés* » d'outre-Atlantique dégainent l'OTAN, impliquant les 22 États européens membres de l'Alliance, considérés comme la ligne Maginot contre l'envahisseur. L'Europe, invalide de la défense, acquiesce bon gré mal gré avec des voix plus ou moins tonitruantes ou audibles. La tension est réanimée et le danger clairement désigné avec les déploiements de missiles en Roumanie et de bientôt quatre bataillons dans les pays baltes et la Pologne sous couvert de l'OTAN !

La France voulant faire entendre la voix de l'humanité a soumis une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour une cessation des bombardements sur Alep.

La Russie – appuyée par l'anti-américain Venezuela – a opposé son veto, tandis que la Chine s'abstenait, ayant d'autres chats à fouetter dans la mer qui la borde. Émettant une contre-proposition appelant à une cessation des hostilités mais sans demander spécifiquement un arrêt, la Russie a également vu son texte rejeté par le Conseil.

Aussitôt, les commentateurs se déchaînent. Notre Président, avec la mesure qui lui sied, prévenait, avant le vote et au conditionnel, qu'un pays opposant son veto serait « *discrédité* » face au monde entier. Hélas, l'opprobre français n'a eu que peu d'effet. Après le vote, Jean-Marc Ayrault – notre ministre des Affaires étrangères, pour ceux qui l'ignoreraient – dénonce fermement au présent « *les crimes de guerre perpétrés par le régime syrien et ses soutiens* ». Mais les porte-parole américains sont plus tonitruants et directs en ne faisant pas dans la dentelle rhétorique, qui accusent Moscou de « *soutenir un régime meurtrier* » et de « *radicaliser les parties sur le terrain* ». Tiens, le pire n'était donc pas encore atteint ?

On en oublierait presque Daech.

Au fait, le Conseil de sécurité s'est-il prononcé solennellement pour la guerre contre l'État islamique ? Si les Nations unies l'ont qualifié à l'unanimité, en novembre 2015, de « *menace mondiale et sans précédent contre la paix et la sécurité internationales* », la résolution ne donnait pas autorisation légale d'agir militairement en Syrie et en Irak ! Cherchez l'erreur...

Henri Gizardin